

LES AMIS DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

1085, avenue De Salaberry, bureau 312
Québec (Québec) G1R 2V7
Tél. : (418) 522-8886 - Téléc. : (418) 522-7555
Courriel : avsl@mediom.qc.ca

Les enjeux liés aux levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent

MÉMOIRE

présenté au

**BUREAU D'AUDIENCES PUBLIQUES SUR
L'ENVIRONNEMENT**

Québec, 18 mai 2004

LES AMIS DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

Les enjeux liés aux levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent

MÉMOIRE

TABLE DES MATIÈRES

Présentation de l'organisme	page 3
L'objet du mémoire	4
Éléments à considérer	
Ce qui ressort des éléments recueillis	8
Conclusions	10
Les Amis de la vallée du Saint-Laurent - Principales réalisations récentes	11

LES AMIS DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT

Les enjeux liés aux levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent

MÉMOIRE

PRÉSENTATION DE L'ORGANISME

L'organisme *Les Amis de la vallée du Saint-Laurent* (AVSL) est un organisme sans but lucratif qui œuvre à la protection et à la promotion des richesses environnementales du fleuve Saint-Laurent et à l'harmonisation de ses usages. Il existe depuis 1986 et compte quelques centaines de membres, individuels et corporatifs, répartis dans tout le Québec.

Le statut

L'organisme *Les Amis de la vallée du Saint-Laurent* est une corporation constituée en vertu de la partie III de la Loi sur les compagnies, avec lettres patentes enregistrées le 17 décembre 1986 au Libro C, folio 116.

La vision

Les AVSL veulent

- l'accès au fleuve pour tous, selon des usages variés et respectueux de son potentiel naturel;
- la protection intégrale et la mise en valeur des richesses du fleuve : l'eau, la voie navigable, les rives, la faune, les habitats, les paysages, le patrimoine bâti, etc.;
- l'avènement d'une politique du Saint-Laurent basée sur une approche globale et intégrée de tous ses aspects et de tous ses usages;
- le développement durable des ressources multiples du fleuve.

Les actions

Les AVSL réalisent

- des actions concrètes de conservation et de mise en valeur du fleuve et de ses rives en partenariat avec des communautés locales et régionales;
- des activités de réflexion et de promotion portant sur les diverses utilisations du fleuve, en partenariat avec les usagers : navigation, pêche, interprétation, écotourisme, baignade, nautisme, aventure, etc.;
- des rassemblements d'intervenants et d'usagers du fleuve favorisant les mises en commun et les consensus propres à assurer au Saint-Laurent un avenir harmonieux et durable;
- des interventions publiques sur des questions relevant de la gestion et de l'exploitation du fleuve et de ses ressources.

On trouvera en page 10 une liste des principales réalisations récentes de l'organisme.

L'OBJET DU MÉMOIRE

L'audience présente du BAPE porte, en vertu du mandat qui lui a été confié par le ministre de l'Environnement, *sur la question des levés sismiques qui pourraient être réalisés dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent et des enjeux environnementaux qui y sont reliés* (Lettre au président du BAPE, 10 mars 2004). Le Ministre demande *d'examiner notamment les enjeux et les pistes de solutions qui ont été identifiés par les experts et de (lui) recommander les avenues à privilégier dans une perspective de développement durable* (ibid.)

Dans le présent mémoire, les Amis de la vallée du Saint-Laurent veulent apporter une réponse sur la façon dont, selon eux, se pose la question des enjeux environnementaux liés à des levés sismiques éventuels dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent et sur ces *avenues à privilégier dans une perspective de développement durable*, tel que le souhaite le Ministre.

ÉLÉMENTS À CONSIDÉRER

Cette réponse est inspirée par la prise en considération des éléments suivants, issus des informations recueillies à même les séances de l'audience et les documents qui y ont été proposés :

1. L'objectif très généralement poursuivi par des projets de levés sismiques en milieu marin est la détection de potentiels gaziers et pétroliers et l'évaluation de la possibilité et de l'intérêt de les exploiter.
2. L'exploitation de réserves gazières ou pétrolières, en milieu marin comme en milieu terrestre, est un type d'exploitation presque jamais pratiqué au Québec jusqu'ici (3 projets gaziers seulement, terrestres, de petite envergure).
3. En janvier 2002, dans le cadre du processus d'approbation de son *Plan stratégique 2002-2006*, Hydro-Québec a proposé au gouvernement du Québec « d'investir des sommes importantes dans une nouvelle activité: l'exploration pétrolière et gazière au Québec » (Hydro-Québec, *Plan d'exploration pétrole et gaz naturel au Québec 2002-2010*, 23 août 2002, page 1). HQ soulignait « l'intérêt potentiel des zones sédimentaires du golfe du Saint-Laurent, de l'estuaire du Saint-Laurent et de la Gaspésie », « la demande de gaz naturel dans le nord-est du continent » et les « importantes retombées économiques pour le Québec » que l'industrie pétrolière et gazière pourrait générer. (ibid.) HQ a reçu en juin 2002 de la ministre déléguée à l'Énergie la demande de soumettre « ...au plus tard le 1^{er} septembre 2002, un plan structuré de développement gazier et pétrolier incluant un calendrier de réalisation, des objectifs et des stratégies afin de respecter la nouvelle mission que le gouvernement lui a confiée en matière gazière » (HQ, p.2). Le 23 août 2002, Hydro-Québec déposait un *Plan d'exploration pétrole et gaz naturel au Québec 2002-2010* (120 pages), couvrant la Gaspésie, le golfe, l'estuaire, le fleuve et les basses-terres du Saint-Laurent .

4. Le plan d'Hydro-Québec insiste notamment sur le coût élevé de l'exploration gazière et pétrolière, sur son caractère d'activité économiquement risquée (on peut ne rien trouver d'exploitable), sur l'importance de ne procéder à des forages, très coûteux, qu'après avoir effectué avec rigueur toutes les étapes qui précèdent les forages. Parmi ces étapes, plusieurs levés sismiques, de plus en plus détaillés. Hydro-Québec insiste aussi sur le fait que des budgets d'exploration ne sont investis par les grandes compagnies pétrolières que pour les projets « ayant le plus de chances de réussir et de donner les meilleurs rendements sur l'investissement compte tenu des stratégies à long terme de l'entreprise. Les découvertes espérées doivent être de taille respectable pour justifier le risque encouru ». (HQ, p.11-12).
5. Bien que de grande envergure quant à sa durée (2002-2010) et quant au territoire couvert (Voir 3.), le plan d'HQ ne suggère aucune évaluation environnementale, fût-ce générale ou stratégique, ni du plan d'exploration proposé, ni de l'exploitation en vue de laquelle il serait mené.
6. De l'exploration et de l'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin se font bien sûr ailleurs dans le monde depuis longtemps. Beaucoup de connaissances ont sûrement déjà été accumulées sur les impacts de ces activités sur le milieu marin. Les spécialistes qui ont témoigné devant la commission du BAPE ont cependant insisté sur le fait qu'à l'expérience, chaque cas, même s'il a des similitudes avec d'autres, par exemple quant au type de milieu où il se situe, s'est révélé être particulier. Dans le cas de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent s'ajoute la caractéristique, assez rare en la matière, qu'il s'agit d'un milieu presque entièrement fermé.
7. En 2002, le Québec a adopté une Politique de l'eau dans laquelle le gouvernement s'est engagé à mettre en place une gestion intégrée du Saint-Laurent, le couvrant dans son ensemble et dans tous les usages qui en sont faits et reposant sur une vision inspirée du développement durable. Un comité intergouvernemental réunissant plusieurs ministères québécois et fédéraux est actuellement à l'œuvre pour élaborer et mettre en place cette gestion intégrée. Un projet en ce sens sera soumis à une consultation publique à l'automne 2004.
8. Le gouvernement du Québec a également annoncé une consultation à l'automne 2004 en vue de l'adoption d'une politique énergétique.
9. Les projets d'exploration et d'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin de juridiction québécoise doivent avoir un permis délivré par le ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs selon les conditions fixées par le Règlement sur le pétrole, le gaz naturel, la saumure et les réservoirs souterrains, promulgué en vertu de la Loi sur les mines. Un projet de modification de ce règlement a été élaboré en 1998, notamment pour ce qui touche le milieu marin, mais il n'est pas encore en vigueur. (*Rapport du comité d'experts sur les*

enjeux environnementaux liés aux levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, mars 2004, page 132)

10. Les projets d'exploration et d'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin, dont les levés sismiques, ne sont pas assujettis à la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement prévue à la Loi sur la qualité de l'environnement du Québec. Par oubli ou pour des raisons inconnues, ils ne font pas partie de la liste des projets assujettis par règlement à cette procédure. (id., page 134)
11. Les projets d'exploration et d'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin de juridiction fédérale doivent obtenir un permis de l'Office national de l'énergie en vertu de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada et sont assujettis à un examen préalable en vertu de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale. (id., p.139)
12. « On n'a pas encore établi si l'émission des permis de recherche d'hydrocarbures pour les territoires marins adjacents au Québec et situés dans le golfe et l'estuaire du Saint-Laurent relève de la juridiction du Québec ou du gouvernement du Canada. La question qui ne semble pas encore réglée est celle de la propriété des ressources minérales et des autres ressources naturelles du lit de la mer et du sous-sol marin. D'ici à ce que cette juridiction soit clarifiée, les deux niveaux de gouvernement ont choisi d'appliquer un moratoire sur l'émission de permis de recherche d'hydrocarbures ». (HQ, p.63) Ce moratoire est « en vigueur depuis le 2 décembre 1998 ». (id., p.116)
13. « En octobre 1964, le gouvernement du Québec a conclu une entente avec les quatre provinces de l'Atlantique (...). Cette entente, en plus d'affirmer la compétence exclusive des provinces adjacentes au golfe du Saint-Laurent sur les ressources minérales qu'il recèle, établit un partage du golfe du Saint-Laurent entre ces provinces. Selon le principe d'équidistance des rives, la ligne est tracée à égale distance des rives des provinces adjacentes. (...) Le gouvernement fédéral ne reconnaît pas l'appartenance du golfe du Saint-Laurent ou de ses ressources aux provinces adjacentes, alléguant plutôt que le golfe du Saint-Laurent est un territoire de compétence fédérale parce que, selon lui, il est situé à l'extérieur des limites de l'une ou l'autre des provinces. (...) Le gouvernement du Canada limite à l'estuaire du fleuve Saint-Laurent le territoire marin appartenant au Québec selon la définition fixée par la *Proclamation royale* du 7 octobre 1763. Cette limite correspond à une ligne qui rejoint Cap des Rosiers sur la rive sud, la pointe ouest de l'île d'Anticosti et la rivière Saint-Jean sur la rive nord ». (Rapport des experts, p. 131)
14. « Des discussions sont en cours entre le gouvernement fédéral et le gouvernement du Québec dans le but de signer une entente sur la mise en valeur conjointe des hydrocarbures de ce territoire marin (le golfe du Saint-Laurent), sous réserve des prétentions des parties sur la propriété des régions extracôtières. (...) Le contexte des discussions entre les gouvernements du

Canada et du Québec se compare à celui qui a mené à la création des offices extracôtiers Canada – Terre-Neuve et Canada – Nouvelle-Écosse à la suite de signatures d’ententes bilatérales dans les années 1980. La signature de ces ententes et la mise en place de ces offices ont permis la réalisation de travaux de recherche de pétrole et de gaz naturel qui ont mené à la découverte et à la mise en exploitation, dans l’océan Atlantique, des réserves pétrolières d’Hibernia à Terre-Neuve-et-Labrador et de gaz naturel à l’île de Sable en Nouvelle-Écosse ». (id., p,131-132)

15. Selon Hydro-Québec, « il demeure toutefois que tant et aussi longtemps que le gouvernement fédéral ne reconnaîtra pas cette situation (la juridiction du Québec sur sa partie du golfe du Saint-Laurent), il est peu probable que des entreprises pétrolières d’envergure acceptent d’investir les sommes d’argent et les efforts professionnels requis pour réaliser des travaux d’exploration significatifs ». (HQ, p.66) Selon Hydro-Québec encore, « sans projet d’exploration de la part des membres de l’industrie pétrolière pour la réalisation de travaux significatifs, le gouvernement fédéral n’est pas incité à accélérer la négociation d’une entente avec le gouvernement du Québec. L’objectif d’Hydro-Québec est de travailler avec des membres de l’industrie afin de favoriser la réalisation d’une entente entre les deux gouvernements ». (ibid.)
16. Dans cet esprit, Hydro-Québec proposait dans son plan d’août 2002 une démarche pouvant, selon elle, « aider à solutionner le problème relatif à l’émission de permis de recherche dans les territoires marins du golfe et de l’estuaire du Saint-Laurent », soit de « s’associer à Corridor Ressources Inc. pour revendiquer auprès du gouvernement fédéral un permis de recherche afin de forer, dès 2003, la structure Old Harry du côté Québec », (id., p.68) « Corridor Ressources inc. est la seule entreprise possédant des permis validés émis par le gouvernement du Québec (avant 1998). Les permis couvrent la partie québécoise de la structure de Old Harry ». (id., p.37) « Old Harry (située à 80 km au nord-ouest des îles de la Madeleine, sur la *frontière* avec Terre-Neuve) est reconnue comme étant la structure la plus mature, en termes d’exploration pétrolière et gazière, sur l’ensemble du territoire marin du Québec » (id., p.40-41)
17. Hydro-Québec proposait également, du même souffle : « Avant même qu’une entente soit conclue entre les gouvernements, nous croyons pouvoir convaincre des partenaires d’amorcer un important programme de levés sismiques sur les zones les plus intéressantes (...). Les demandes d’autorisations gouvernementales pour effectuer des levés sismiques sont généralement peu exigeantes ». (id., p.68)

CE QUI RESSORT DES ÉLÉMENTS RECUEILLIS

18. Il ressort des éléments recueillis que la question de considérer des levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent ne se pose réellement qu'en liaison avec celle de l'exploration et de l'exploitation gazière et pétrolière. C'est une constante dans la presque totalité des projets de levés sismiques en milieu marin. Les coûts importants de tels levés faits avec la rigueur exigée actuellement par les entreprises font qu'on n'y procède que dans le but et avec des perspectives sérieuses de pouvoir déboucher sur de l'exploitation économiquement importante.
19. La question se pose actuellement au Québec en liaison directe et immédiate avec le mandat confié par le gouvernement à Hydro-Québec, à la suggestion de celle-ci, d'élaborer « un plan structuré de développement gazier et pétrolier incluant un calendrier de réalisation, des objectifs et des stratégies ». Elle se pose plus précisément en liaison avec l'orientation des propositions faites par Hydro-Québec quant à la mise en œuvre de son mandat : mettre en route un processus opérationnel, tel des levés sismiques, susceptible de convaincre le gouvernement fédéral d'accélérer la conclusion d'une entente avec le Québec en vue de l'exploitation des hydrocarbures dans le golfe du Saint-Laurent sur la juridiction duquel les deux gouvernements ne s'entendent pas.
20. L'objectif en cause est donc bien d'établir la possibilité et l'intérêt d'une exploitation des potentiels gaziers et pétroliers de l'ensemble de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent dont le Québec revendique la juridiction.
21. L'activité économique que représenteraient l'exploration et l'exploitation gazière et pétrolière de l'estuaire et du golfe du Saint-Laurent serait, pour le Québec, une activité entièrement nouvelle, de grande envergure et de grande importance. À ce titre, elle mérite de n'être abordée qu'après une évaluation approfondie de son intérêt réel, de sa capacité de s'intégrer dans une perspective de développement durable et notamment de sa capacité de se réaliser avec un minimum d'impacts sur l'environnement.
22. Cette évaluation est d'autant plus nécessaire que, d'une part, cette nouvelle et importante activité économique relèverait du secteur énergétique et que, d'autre part, elle constituerait une exploitation des ressources du Saint-Laurent. Or le Québec se prépare actuellement à élaborer sa politique énergétique en même temps qu'il est en train de mettre sur pied une gestion intégrée du Saint-Laurent.
23. En ce qui touche l'évaluation des impacts qu'une telle activité pourrait avoir sur l'environnement, le Québec est actuellement démuné des instruments légaux lui permettant d'y procéder et de mettre en application les conclusions qui pourraient en découler.

24. La perspective que le Québec se lance dans l'exploration et l'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin se présentant concrètement sous la forme d'un plan élaboré en vertu d'un mandat gouvernemental et de grande envergure quant à sa durée et quant au territoire couvert, l'évaluation préalable à en faire doit être de type « stratégique », portant globalement sur l'ensemble des impacts économiques, sociaux et environnementaux, positifs et négatifs, que pourrait avoir toute mise en œuvre, partielle ou totale, dudit plan.

CONCLUSIONS

Il apparaît que la question des enjeux environnementaux liés à d'éventuels projets de levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent se présente de façon telle que les avenues à privilégier dans une perspective de développement durable, avenues souhaitées par le ministre de l'Environnement, s'imposent comme devant être les suivantes :

AVANT de considérer d'éventuels projets de levés sismiques dans l'estuaire et le golfe du Saint-Laurent, le gouvernement du Québec devrait

- 25. adopter sa politique énergétique, tel qu'envisagé pour prochainement;**
- 26. établir et mettre en place la gestion intégrée du Saint-Laurent annoncée par la Politique de l'eau et en cours de gestation;**
- 27. assujettir les projets d'exploration et d'exploitation gazière et pétrolière en milieu marin à la procédure d'examen et d'évaluation des impacts sur l'environnement en vertu de la Loi sur la qualité de l'environnement;**
- 28. clarifier avec le gouvernement fédéral les questions de juridiction sur le golfe du Saint-Laurent, ses écosystèmes et ses ressources tel, au moins, qu'elles se posent en liaison avec les évaluations à faire de tout programme, plan ou projet éventuel en matière gazière et pétrolière;**
- 29. soumettre le Plan d'exploration pétrole et gaz naturel d'Hydro-Québec d'août 2002 à une évaluation stratégique des impacts que sa mise en œuvre pourrait avoir aux plans environnemental, social et économique.**

Le 14 mai 2004

Les Amis de la vallée du Saint-Laurent

LES AMIS DE LA VALLÉE DU SAINT-LAURENT
1085, avenue De Salaberry, bureau 312
Québec (Québec) G1R 2V7
Tél. : (418) 522-8886 - Téléc. : (418) 522-7555
Courriel : avsl@mediom.qc.ca

PRINCIPALES RÉALISATIONS RÉCENTES

1. PUBLICATIONS

- *Le pilotage maritime sur le Saint-Laurent et l'analyse des risques – Synthèse sommaire des informations et des analyses*, par Les Amis de la vallée du Saint-Laurent et Société linnéenne du Québec, 2003, 145 pages
- *La gestion de l'eau au Québec – Synthèse des mémoires de Stratégies Saint-Laurent et de ses membres, mise en parallèle avec les recommandations du BAPE*, par Les Amis de la vallée du Saint-Laurent et Société linnéenne du Québec, 2001, 63 pages

2. ACTIVITÉS

- Rédaction d'un ouvrage grand public sur le Saint-Laurent, ses ressources, ses attraits, d'amont en aval, avec illustrations (en cours)
- Accompagnement environnemental des projets de la Commission de la capitale nationale du Québec sur les rives du Saint-Laurent (depuis 2001)
- Secrétariat de la Commission environnementale de Stratégies Saint-Laurent (2000-2001; 2001-2002, 2002-2003)
- Mémoires divers sur *La gestion de l'eau au Québec, L'aménagement du littoral Champlain à Québec, La stratégie québécoise sur la diversité biologique, Le pilotage maritime sur le Saint-Laurent*
- Participation au Forum de concertation sur le transport maritime, au Comité conseil sur le Saint-Laurent du ministre d'État à l'Environnement et à l'Eau, au Comité de concertation Navigation de Saint-Laurent Vision 2000 et à ses groupes de travail (Stratégie de navigation durable, Eaux usées des navires, Planification du dragage), au Comité consultatif de Saint-Laurent Vision 2000, au Conseil consultatif régional sur l'intervention en cas de déversement d'hydrocarbures, au Regroupement des usagers du Saint-Laurent, aux consultations publiques du Groupe consultatif sur les intérêts publics de la Commission mixte internationale
- Participation au groupe de travail sur la valorisation du transport maritime et du Saint-Laurent du Forum de concertation sur le transport maritime